



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Des annonces en décalage total avec les attentes

Après la déferlante de plus de 150 000 personnes, dans toute la France, contre les violences sexistes et sexuelles, des mesures sont annoncées par le Premier ministre, ce lundi 25 novembre. Mais, on est plus que loin du compte !

Un catalogue de mesures gadgets

3 axes sont annoncés mais sans un chiffrage précis des moyens attribués pour déployer ces mesures.

- Le premier axe porte sur **la formation des enseignant.e.s** « pour prendre les violences à la racine », alors que ce dispositif existe déjà au moins depuis 2013 et a été limité lors de la remise en cause de « l'ABCD » de l'égalité.
- Le second axe vise **la protection et l'accueil des victimes de violences** avec la ligne d'écoute dédiée aux victimes de violences conjugales, 1000 nouvelles places d'hébergement, la levée du secret médical pour les médecins en cas d'urgence et des modifications pénales en cas de suicide suite à du harcèlement et à des violences.
- Le troisième axe concerne **la prise en charge des auteurs de violences**, avec l'annonce de la création de deux centres de prise en charge et 1000 bracelets anti-rapprochement.

Pas de nouveaux moyens humains et financiers

Le Premier ministre annonce, pour 2020, 360 millions contre les violences, soit la reconduction de l'enveloppe de 2019... en décalage total avec l'exigence d'un milliard d'euros supplémentaire portée par la mobilisation. Comment imaginer faire baisser les violences sans moyens humains et financiers pour former tou.te.s les professionnel.le.s, accueillir et accompagner les victimes, prévenir la récurrence... ?

Les annonces gouvernementales ne sont pas à la hauteur des attentes et ne permettront pas d'améliorer les politiques publiques dédiées à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Toujours rien sur le travail

Alors que les violences sexuelles à l'origine de #metoo sont des violences au travail et qu'une femme sur cinq est victime de harcèlement sexuel au travail, le gouvernement refuse toujours de traiter le sujet pour ne pas froisser le patronat.

La CGT appelle à continuer la mobilisation le 5 décembre

L'égalité salariale et professionnelle est indispensable pour garantir l'indépendance économique des femmes et leur permettre d'échapper aux phénomènes d'emprise.

40 % des femmes touchent une pension de retraite nette de moins de 900 euros. Cette situation sera encore aggravée avec le projet de réforme du gouvernement. Avec la prise en compte de toute la carrière, les années de temps partiel, de précarité ou d'interruption pour charge familiale se paieront cash !

Montreuil, le 25 novembre 2019